La suppression de 25 postes en Loire-Atlantique pour la rentrée scolaire prochaine aura de nouvelles conséquences désastreuses pour le service public d'éducation. Outre les fermetures de classes, les problématiques liées au non-remplacement des collègues ne seront pas réglées, voire s'accentueront et l'accès aux temps partiels ne cesse de se restreindre. À travers la dégradation de nos conditions de travail, c'est bien les conditions d'apprentissage de nos élèves qui se voient détériorées. Les effectifs restent trop chargés et rendent la prise en charge des difficultés scolaires de plus en plus difficile. Les problématiques liées à l'inclusion sans moyens suffisants sont plus que jamais source de mal-être pour l'ensemble des élèves, leurs parents et les enseignant·es.

Les membres du CSA D demandent à ce qu'un correctif budgétaire soit envisagé par le département et que la dotation nationale pour la Loire-Atlantique soit revue à la hausse.